

Le 10 août 2017

Madame,
Monsieur,

Je m'appelle Alana, et je suis étudiante à l'Université McMaster. Je commencerai une maîtrise en santé mondiale en septembre. Je vous écris parce que, en tant que jeune étudiante universitaire, il est extrêmement important pour moi de savoir que le gouvernement prend des mesures proactives pour garantir que le travail des membres des deux sexes est rémunéré et apprécié également.

Même si le gouvernement a fait des progrès considérables dans la réalisation de son programme féministe, le secteur qui accuse le plus de retard est celui de la sécurité économique des femmes. Comme vous pouvez le constater, cette étude est opportune et importante.

En janvier, Oxfam a révélé que la richesse de deux milliardaires était supérieure à celle des 30 % des plus pauvres de la population canadienne. Les inégalités croissantes minent les progrès réalisés dans la lutte contre les inégalités et sont tout particulièrement négatives pour les femmes, qui continuent de représenter la majorité des pauvres dans le monde. Partout sur la planète, notamment au Canada, les femmes occupent les emplois les moins bien rémunérés, qui répondent tout juste aux besoins de sécurité et d'intégrité physique.

Notre modèle économique actuel compte sur la main-d'œuvre féminine bon marché pour maximiser les profits des actionnaires, ce qui explique pourquoi la croissance économique ne réduit pas nécessairement les inégalités ou ne donne même pas l'espoir d'échapper à la pauvreté. Bien que la croissance économique soit favorisée quand les hommes et les femmes participent également à l'économie, la croissance par elle-même n'est pas suffisante pour faire avancer l'égalité des sexes. J'appuie les recommandations d'Oxfam Canada, qui indiquent les cinq secteurs sur lesquels nous devons mettre l'accent pour veiller à ce que la croissance soit réellement inclusive.

Premier secteur : Le gouvernement doit s'assurer que les travailleurs gagnent un salaire de subsistance. Les femmes comptent pour 60 % des Canadiens travaillant au salaire minimum. Elles sont souvent contraintes d'accepter des emplois faiblement rémunérés et précaires parce qu'elles n'ont aucun filet de sûreté digne de ce nom, en partie parce qu'elles ont du mal à obtenir de l'assurance-emploi et que les prestations reçues sont trop faibles pour leur permettre de joindre les deux bouts. Or, le salaire minimum n'est suffisant nulle part au Canada pour gagner sa vie. Sans un salaire décent, les femmes n'ont aucune chance de sortir de la pauvreté ou d'atteindre l'égalité économique. *Le gouvernement doit offrir des*

salaires de subsistance et faire en sorte que les marchés publics ne soient accordés qu'aux employeurs qui adoptent ce principe. Les provinces et le secteur privé doivent emboîter le pas. Le gouvernement doit aussi soutenir les organismes de défenses des droits de la femme en augmentant le budget de Condition féminine Canada et d'autres organismes similaires à l'étranger.

Deuxième secteur : Le gouvernement devrait faire de l'équité salariale une priorité. Les femmes sont payées moins que les hommes dans 469 des 500 professions recensées par Statistique Canada. L'écart salarial s'accroît pour les femmes racialisées, autochtones et immigrantes. De plus, les femmes composent avec les arrêts de travail liés à leurs responsabilités envers des enfants, des personnes âgées ou des proches malades, souvent sans prestations d'assurance-emploi, ce qui réduit grandement ses gains potentiels. *Le gouvernement devrait accélérer l'adoption d'une loi sur l'équité salariale. Le gouvernement doit utiliser tous les outils à sa portée pour obliger les provinces à adopter une loi sur l'équité salariale. En outre, il doit réduire le seuil d'admissibilité à l'assurance-emploi et l'indexer aux besoins plutôt qu'aux gains, ainsi que bonifier le Régime de pensions du Canada et les prestations du Supplément de revenu garanti.*

Troisième secteur : Le gouvernement doit lutter globalement contre la violence faite aux femmes. La violence à caractère sexiste a une forte incidence sur la sécurité des femmes, et l'insécurité économique peut rendre les femmes plus vulnérables à la violence. De plus, l'absentéisme et le faible rendement au travail liés à la violence peuvent exposer les victimes à des sanctions disciplinaires et à la cessation d'emploi. *Le gouvernement doit élaborer et mettre en œuvre un plan d'action national sur la violence envers les femmes. Même si la Stratégie fédérale contre la violence fondée sur le sexe est un pas dans la bonne direction, un vaste plan d'action national est nécessaire pour veiller à ce que les femmes, peu importe où elles se trouvent, aient accès aux mêmes services et à la même protection. Nous souhaitons aussi l'adoption d'une loi qui permet aux victimes de violence de prendre congé sans perdre leur emploi, comme au Manitoba.*

Quatrième secteur : Le gouvernement doit investir dans l'économie des soins. Dans les pays riches comme dans les pays pauvres, la prise en charge des soins non rémunérés incombe aux femmes de manière disproportionnée. Au Canada, les femmes consacrent 3,9 heures par jour à des soins non rémunérés, comparativement à 2,4 heures pour les hommes. L'une des raisons pour lesquelles il est difficile de transférer ces responsabilités des femmes aux hommes sont les normes sociales. *Le gouvernement doit maintenir et accroître le financement des services de garde afin que tous aient accès à des garderies de qualité d'ici 2020. Il faut compléter ces investissements par des initiatives qui*

garantissent des salaires de subsistance et l'équité salariale à tous les travailleurs des services de garde, ainsi que des congés parentaux équitables et des formules de travail flexibles.

Cinquième secteur: La lutte contre l'insécurité économique des femmes nécessite du leadership à l'échelle nationale et mondiale. Dans un contexte de mondialisation, ce sont les mêmes facteurs qui contribuent à l'insécurité économique des femmes au Canada et dans le monde. L'économie mondiale progresse sur le dos des femmes, parce que les entreprises mènent une course vers le bas en ce qui concerne les salaires et les normes de travail. Le gouvernement doit aussi responsabiliser les entreprises de façon à ce qu'elles rendent compte de leur empreinte dans le monde, peu importe le pays où elles font des affaires. *Le gouvernement doit envisager sérieusement de tenir les entreprises responsables dans le cadre de son programme politique féministe et commander une étude lui permettant de déterminer précisément ce qu'il faut faire pour améliorer la situation.*

J'appuie pleinement les recommandations et les modifications proposées par Oxfam Canada, et j'attends avec impatience les recommandations du comité.

Sincères salutations,

Alana Changoor